

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Caracoles-et-conseils-de-bon-gouvernement-au-Mexique-Une-autre-facon-de-gouverner-Commander-en-obeissant>

Caracoles et conseils de bon gouvernement au Mexique : Une autre façon de gouverner : « Commander en obéissant »

- Notre Amérique - Frère Indigène -
Date de mise en ligne : mardi 25 janvier 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 1er janvier 1994 avait lieu dans l'Etat du Chiapas le soulèvement zapatiste. Une forme nouvelle de résistance apparaissait, qui va se déployer jusqu'à aujourd'hui avec une capacité exceptionnelle d'imagination créatrice et de sens de la communication. Il s'agit véritablement de la mise en route d'une « nouvelle façon de faire de la politique ». Il n'est donc pas étonnant que les zapatistes aient suscité tant d'intérêt dans un monde où les pratiques politiques habituelles engendrent scepticisme et sont aisément discréditées. En 2003, un nouvel élan était donné au mouvement zapatiste par la mise en route effective d'un mode de gouvernement autonome dans les zones zapatistes. Ce fut la création des caracoles et des conseils de bon gouvernement. L'article ci-dessous présente les différents éléments de la mise en route de cette autonomie, tant au plan institutionnel que des finalités et des pratiques effectives. Le bilan présenté est largement positif, alors même que le processus est loin d'avoir produit tous les fruits attendus. L'autonomie se construit chaque jour. Article de Ximena Antillón, correspondante de la revue *Envió* (Nicaragua) pour le Chiapas, paru dans cette même revue en septembre 2004.

[Dial](#), DIAL D 2770 du 1er au 15 janvier 2005

« Si ce gouvernement de malheur ne veut pas entendre notre message, qu'il aille au diable ! » Ainsi s'est exprimée la commandante Rosalinda le 9 août 2003, lors du lancement des premiers caracoles et des conseils de bon gouvernement dans les terres zapatistes du Chiapas.

Un an plus tard, on constate que le monde a bien entendu le message.

« Les sociétés civiles du Mexique et du monde entier, affirme le sous-commandant Marcos, travaillent pour nous et avec nous. »

Le 1er janvier 2004 a marqué le dixième anniversaire du soulèvement zapatiste et les vingt ans de la création de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), événements fêtés au Chiapas et partout dans le monde. Les motifs de réjouissance ne manquaient pas pour ce mouvement armé, caractérisé dès ses débuts par la recherche du dialogue avec la société civile mexicaine et internationale, par la recherche d'une issue politique au conflit - dont les pourparlers de San Andrés Sakamch'en de los Pobres ont constitué le point culminant -, et par le refus du pouvoir politique, du moins tel qu'on le connaît dans les régimes de démocratie représentative.

Dans la foulée de la première Déclaration de la Selva Lacandona, et des revendications qu'elle contenait (un travail, une terre, un toit, de la nourriture, la santé, l'éducation, l'indépendance, la démocratie, la liberté, la justice et la paix), les zapatistes ont mis en oeuvre l'autonomie comme principe politique de leur existence et de leur développement en tant que culture différente de la culture occidentale, et en tant que moyen de satisfaire ces revendications sur la base du respect de la spécificité culturelle des peuples indigènes.

La « loi » et les vautours

En février 1996 furent signés les Accords de San Andrés sur les droits et la culture indigènes, au terme d'un processus de dialogue entre le gouvernement et l'EZLN auquel les zapatistes avaient invité les peuples indigènes de tout le Mexique. Ces accords débouchèrent sur une proposition de loi de la COCOPA (Commission pour la concorde et la pacification), constituée de législateurs représentants des partis politiques, mais le gouvernement mexicain, contrairement à l'engagement pris, refusa d'inscrire dans la Constitution les droits collectifs des peuples indigènes

tels qu'ils étaient reconnus dans la proposition de loi. Au lieu de cela fut approuvée en 2001 une « loi indigène », mesure de propagande destinée à faire barrage à la marche du commandement de l'EZLN sur la capitale du Mexique. Cette loi, pleine d'ambiguïtés, ne reconnaît pas les peuples indigènes comme étant des sujets de droit et refuse aux communautés indigènes le droit d'exercer un contrôle sur leur territoire et leurs ressources naturelles, comme si elles pouvaient profiter de l'autonomie qui leur est octroyée sans qu'on leur en donne les moyens. Comment cela s'explique-t-il ? Au-dessus du Chiapas planent les vautours des entreprises transnationales, qui ne demandent qu'à mettre la main sur des ressources stratégiques jusqu'à présent préservées par les communautés indigènes. Parmi elles, l'eau et la biodiversité.

Les communautés indigènes zapatistes ont demandé que leurs droits collectifs soient inscrits dans la Constitution mexicaine. Mais elles n'ont pas attendu le feu vert officiel pour pouvoir les exercer. Depuis huit ans, on voit se créer ou se consolider des communes autonomes rebelles zapatistes, dirigées chacune par un Conseil autonome composé d'autorités élues en assemblée par chaque communauté, et souvent avec le soutien de la société civile. Ce conseil est chargé de promouvoir la santé, l'éducation, le logement, l'alimentation, la culture et l'information (moyens de communication autonomes), et d'administrer la justice. L'originalité de ce système est qu'il fonctionne « dans la résistance », c'est-à-dire sans l'aide de l'Etat.

Autonomie et caracoles

A la fin de juillet 2003, l'Armée zapatiste de libération nationale apporta des changements à sa structure : elle mit fin aux cinq Aguascalientes, qui avaient fait office de centres politiques et culturels pendant neuf ans. Ces centres avaient été baptisés de ce nom en hommage à la Convention d'Aguascalientes de 1914, qui avait réuni les principales factions révolutionnaires et troupes de Zapata, Villa et Carranza pour discuter de l'avenir politique du Mexique.

A leur disparition, les Aguascalientes furent remplacées par les caracoles, nouvelle forme de gouvernement et d'organisation. Leur désignation s'inspire de la symbolique de l'imaginaire collectif maya. Elle fait penser à une fenêtre double. Lorsque les zapatistes se montrent à la fenêtre, c'est pour résister au processus de mondialisation dont ils font partie. Lorsque, par la même fenêtre, ils regardent à l'intérieur, en direction des communautés de base qu'ils soutiennent, c'est pour trouver des moyens de s'organiser et de prendre des décisions.

En même temps qu'elle annonçait la naissance de ces nouveaux points de convergence, l'EZLN lança les conseils de bon gouvernement, instances de coordination des communes autonomes dans chaque zone, dont les installations sont situées dans les caracoles, près d'autres installations administratives autonomes, des bureaux des coopératives de production, des cliniques et des écoles.

Contrairement à ce qu'ont voulu faire croire les milieux politiques qui voient dans la reconnaissance des droits des indigènes une menace pour leurs intérêts, ce nouveau mode d'organisation des communautés indigènes n'équivaut pas à une indépendance qu'exigeraient les peuples indigènes du Mexique. Il signifie simplement l'exercice de l'autonomie dans le cadre de l'Etat.

« Pour nous, l'autonomie ne signifie pas l'éclatement du pays ni le séparatisme, mais l'exercice du droit de gouverner et de nous gouverner, comme le prévoit l'article 39 de la Constitution des Etats-Unis du Mexique », a déclaré le sous-commandant Marcos en juillet 2003.

Les conseils de bon gouvernement et la démocratie

Chacun des conseils de bon gouvernement, « que l'on a désignés ainsi, a expliqué le sous-commandant Marcos, non pas parce qu'ils seraient déjà sans défaut, mais pour les différencier clairement des mauvaises méthodes de

gouvernement », a son siège dans un des cinq caracoles. Ces conseils, créés à raison d'un par zone rebelle, se composent d'un ou deux délégués de chacun des conseils autonomes de la zone. Ces délégués exercent par roulement d'une semaine.

Les conseils de bon gouvernement constituent une étape de plus sur la voie de l'autogestion, le stade le plus avancé - pour l'heure - de l'autonomie. Ils rassemblent environ 30 communes autonomes zapatistes. Ils signifient également l'autonomie des autorités civiles, des zapatistes de base, de la structure militaire de l'EZLN, structure dont le sous-commandant Marcos reconnaît « [qu'elle] 'contaminait' d'une certaine façon une tradition de démocratie et d'autogestion. L'EZLN était, pour ainsi dire, un des éléments 'antidémocratiques' d'une relation de démocratie directe communautaire ».

Tâches à remplir et défis

Dans un communiqué diffusé le 29 juillet 2003, Marcos décrit les fonctions de ces conseils : parer aux différences de développement observées entre les communes autonomes et les communautés, et intervenir dans les conflits qui surgiraient tant entre les communes autonomes qu'entre ces dernières et les communes officielles. Et il reconnaît que, pour l'instant, le système normatif autonome fondé sur les us et coutumes des communautés indigènes doit cohabiter avec le système normatif occidental.

Autre point important, les autorités autonomes peuvent commettre des actes de violation des droits humains, de sorte que les conseils de bon gouvernement entendront les plaintes émises contre les conseils autonomes pour cause d'atteinte aux droits humains ainsi que les protestations reçues et les dysfonctionnements.

Ils sont aussi chargés d'autres tâches : suivre et faciliter la réalisation de projets et travaux communautaires dans les communes autonomes rebelles zapatistes ; veiller à l'application des lois adoptées, en accord avec les communautés, dans les communes autonomes rebelles zapatistes ; accueillir et guider les représentants de la société civile nationale et internationale au cours de leurs visites dans les communautés ; mettre en oeuvre des projets productifs ; installer des camps de la paix ; réaliser des enquêtes ; et se livrer à toute activité autorisée dans les communautés rebelles. Des dispositions ont été prises pour que les conseils de bon gouvernement veillent au bon équilibre du développement économique des communautés zapatistes et pour qu'ils contrôlent les projets qui y sont menés.

Une école de patience

On était en octobre 2003. Sur le mur du bureau du Comité de surveillance de La Garrucha, au caracol baptisé Résistance pour une aube nouvelle, on pouvait lire : « Camarades, veuillez ne pas cracher, le sol de notre bureau vient d'être recouvert. » Petit témoignage des grandes avancées accomplies.

La première chose à faire pour prendre contact avec un conseil de bon gouvernement est de rencontrer le Comité de surveillance, composé d'hommes et de femmes, autorités autonomes qui enregistrent l'identité des visiteurs, et prennent patiemment note du sujet qu'ils souhaitent voir traiter au conseil de bon gouvernement.

Patiemment, parce qu'il leur faut écouter un nombre indéterminé de personnes leur exposer toutes sortes d'idées n'importe quel jour de la semaine. Ensuite, le Comité donne des consignes pratiques aux nouveaux venus en attendant qu'ils soient reçus par le conseil.

Le conseil de bon gouvernement étudie les demandes et propositions présentées par la société civile locale, nationale et internationale. Il doit examiner chaque cas et il demande généralement à l'intéressé de revenir plus tard. Et comme les équipes travaillent par roulement, il peut arriver que, lorsque l'intéressé revient, les autorités en poste ne soient pas au courant, ce qui retarde parfois les démarches et met à l'épreuve la patience du requérant. C'est le

prix à payer pour exercer l'autogestion sur un territoire aussi étendu et pour porter à un degré supérieur de complexité le principe zapatiste de « commander en obéissant ».

Santé et éducation

Durant leur première année de fonctionnement, les conseils de bon gouvernement ont rencontré des difficultés d'un autre genre, qui tiennent au fait qu'ils exercent l'autonomie dans un climat de guerre et de harcèlement de la part du gouvernement. Ils ont émis une série de dénonciations pour violation des droits humains commises à l'encontre de personnes ou de communautés qui sont des bases d'appui de l'EZLN, sous leur juridiction.

Le cas le plus important fut celui des communautés de Jechvó et Elambó Alto y Bajo, dans la commune de Zinacantán, dans la région des Altos de Chiapas. Des dizaines de familles zapatistes furent privées d'eau potable pendant des mois par des militants du Parti de la révolution démocratique. Cette situation déboucha en avril 2004 sur une agression perpétrée à l'aide de pierres, de bâtons et d'armes à feu contre une manifestation de zapatistes organisée dans la zone en appui à aux communautés concernées et en commémoration de l'anniversaire d'Emiliano Zapata. On releva une trentaine de blessés, dont deux graves.

Une des réussites les plus évidentes de l'organisation autonome réside dans la garantie de services de santé de qualité fournis sans aucune distinction aux indigènes, zapatistes ou non, qui se présentent à eux. Des progrès non négligeables ont également été accomplis en matière d'éducation biculturelle. Quelques jours avant que l'on fête le premier anniversaire des conseils de gouvernement, un bal de trois jours a été donné dans la communauté reculée de La Culebra, dans la commune autonome Ricardo Flores Magón, pour marquer l'inauguration d'une école autonome, fruit de la coopération gréco-tseltal. Les Tseltales sont un des principaux groupes ethniques du Chiapas.

Victimes du discrédit et de la corruption des représentants officiels de la justice, qui ne tiennent pas compte des us et coutumes indigènes pour le règlement des conflits, des dizaines de personnes, zapatistes ou non, se sont adressées aux conseils de bon gouvernement pour leur demander de résoudre un large éventail de problèmes, problèmes qu'ils ont résolus.

La radio et les femmes

Des médias sont déjà présents et, sur tout le territoire du Chiapas, on peut écouter la Radio Insurgente, « la longueur d'ondes qui se déplace ». Il existe en outre différents projets de communication communautaire, auxquels participent les communautés indigènes et qui sont lancés à l'instigation d'individus qualifiés dans chacun des secteurs. Des dirigeants zapatistes des deux sexes ont rappelé à plusieurs occasions que le respect des droits des femmes est « une obligation obligatoire ». Et, même si la Loi révolutionnaire des femmes, loi zapatiste, est encore loin d'être suivie à la lettre, des efforts sont manifestement engagés pour la promouvoir et en garantir l'application.

Sur Radio Insurgente, on peut entendre une voix féminine qui dit : « Camarade, tu n'as pas le droit de contrôler ni de restreindre les mouvements de ta compagne... Nous avons besoin d'un monde où les femmes puissent travailler et avoir des responsabilités. Un monde où seuls les hommes prennent les décisions n'est pas un monde juste. » On entend ensuite un message à caractère social sur le droit des femmes de s'organiser et de participer aux coopératives. La même voix de femme conclut en disant : « Si tu ne sais pas encore comment faire, là-bas on te l'apprendra peu à peu. »

Un événement qui se fête

Le 9 août, dans la résidence officielle de Los Pinos, le président Vicente Fox célèbre la Journée mondiale des populations indigènes et lance un appel pathétique - « Jamais plus un Mexique sans les peuples indigènes ! » - qui paraphrase la proclamation d'origine de l'EZLN reprise par le Congrès national indigène (« Jamais plus un Mexique sans nous »). A des milliers de kilomètres de cette fête fabriquée à laquelle ont été invités des officiels indigènes, au sud-est du Mexique, des milliers de zapatistes de base dansent sous la pluie et dans la boue à l'occasion du premier anniversaire de leur bon gouvernement, dans les cinq caracoles qui s'acheminent lentement vers l'autonomie au Chiapas.

Au caracol d'Oventic dénommé Résistance et rébellion au service de l'humanité, malgré la pluie et les coupures de courant, la fête bat son plein et, au petit matin, l'orchestre de marimba interprète « Las mañanitas » devant le bureau du conseil de bon gouvernement.

La fête donnée aux caracoles d'Oventic a été transmise en FM et en ondes courtes par Radio Insurgente et sur Internet par le Centre des médias indépendants du Chiapas. Ce prodige technologique n'a pas pour autant refroidi l'enthousiasme des zapatistes de base et, à notre grande surprise, alors que nous nous attendions à une déclaration solennelle du gouvernement, nous avons constaté sur place que l'ambiance était à la fête et uniquement à la fête.

Personne ne s'est préoccupé de nous donner des interviews pour se féliciter devant micros et caméras des réussites de cette première année d'autonomie : la clinique autonome transformée et agrandie, l'Ecole secondaire rebelle autonome zapatiste, les bureaux des coopératives caféières, ceux des coopératives d'artisanat, et même un cybercafé ! Tous ne pensaient qu'à fêter. Comme s'ils voulaient nous dire, par leur indifférence : « Habituez-vous, vous êtes en territoire autonome. Ici le peuple commande et le gouvernement obéit. »

Paroles de joie

La même attitude est ressortie du contenu et de la brièveté des discours prononcés par les autorités de plusieurs communes autonomes et du conseil de bon gouvernement Coeur des zapatistes face au monde pendant la cérémonie officielle, au cours de laquelle l'absence des commandants militaires de l'EZLN a été remarquée. Après avoir salué une kyrielle de responsables autonomes - zapatistes de base, autorités municipales autonomes, dirigeants locaux, régionaux, insurgés, miliciens, cadres de l'enseignement, autorités culturelles et religieuses, représentants de la société civile nationale et internationale -, le conseil de bon gouvernement a commencé son allocution en ces termes : « En ce 9 août 2004, nous sommes réunis pour fêter le premier anniversaire de la création des conseils de bon gouvernement et des caracoles comme on en trouve aujourd'hui dans les différentes zones de l'Etat du Chiapas et du Mexique. »

« C'est pourquoi le conseil de bon gouvernement Coeur des zapatistes face au monde, après un an de bons et loyaux services auprès des populations zapatistes et non zapatistes qui habitent sur le territoire du caracol Résistance et rébellion au service de l'humanité, veut vous faire part de sa joie, mais aussi de la préoccupation qu'il ressent face à la situation des peuples en résistance. »

Et de poursuivre : « C'est la démonstration que les populations et communes autonomes peuvent se gouverner seules en tant que peuples. Pour cette raison, c'est un anniversaire que nous ne pouvons pas oublier et que nos peuples doivent fêter chaque année. Nous voulons dire à toutes les populations zapatistes de ne pas avoir peur et de continuer de bâtir notre autonomie. Les peuples indigènes doivent s'organiser et se gouverner par eux-mêmes en accord avec leurs façons de penser et d'appréhender le monde, en accord avec leurs intérêts collectifs, en tenant compte de leurs cultures et leurs coutumes, car tout cela est un droit qui nous revient. »

Lutter et servir

Ensuite, plutôt que de dresser un bilan, le conseil a exprimé sa reconnaissance à la résistance des zapatistes de base :

« Camarades, nous connaissons bien la situation qui est la nôtre et les souffrances que nous endurons en tant que peuples zapatistes, parce que la résistance et la rébellion sont notre forme de lutte, parce que nous devons encaisser tous les coups de nos mauvais dirigeants, qui n'ont apporté à nos populations que plus de faim et de misère, plus de maladies et de morts pour nos enfants, plus d'insécurité et de peur pour nos populations, en s'en remettant à des milliers de soldats fédéraux, de policiers, de paramilitaires et de juges qui continuent de menacer et de poursuivre tous ceux et celles qui luttent pour défendre leurs droits. »

« Au sein de notre conseil de bon gouvernement, nous nous efforcerons de remplir notre devoir au service de nos populations, mais vous aussi devez continuer de vous organiser pour avancer ensemble sur la voie de la construction de notre autonomie. »

Enfin, le conseil a remercié les représentants de la société civile nationale et internationale et nous a invités à nous organiser dans nos Etats et nos pays « pour lutter la main dans la main ». Et il a conclu par une formule officielle : « Voilà ce que nous avons à vous dire. Le conseil de bon gouvernement. Cordialement. »

Les deux erreurs et le « troisième bras »

Tout en se félicitant, dans plusieurs communiqués, de la première année de fonctionnement des conseils de bon gouvernement, le sous-commandant Marcos a reconnu qu'ils constituaient des « îlots de résistance » et il a mis en lumière deux erreurs dont les effets se font encore sentir et qui contredisent les principes de l'EZLN. La première concerne la place des femmes, étant donné que le respect de leurs droits demeure souvent lettre morte. La seconde concerne l'ingérence de la structure politico-militaire zapatiste dans les conseils de bon gouvernement.

Evoquant le fonctionnement par roulement à la tête des conseils, qu'il a qualifié « d'erreur voulue », il a expliqué que l'idée derrière cette erreur était la suivante : « Nous voulions que la charge du gouvernement ne soit pas exclusive d'un groupe, qu'il n'y ait pas de dirigeants "professionnels", que le plus grand nombre possible puisse en faire l'apprentissage et que l'on se débarrasse du principe selon lequel le gouvernement ne peut être confié qu'à des "gens spéciaux"... Cette méthode complique la réalisation de certains projets mais elle produit en contrepartie une école de pensée qui, à la longue, portera ses fruits sous la forme d'une nouvelle façon de faire de la politique. »

Concernant le soutien de la société civile internationale, il a indiqué que, pendant la première année de fonctionnement, des particuliers et des organismes de plus de 43 pays s'étaient adressés aux conseils de bon gouvernement, porteurs de projets productifs et de dons. Il a qualifié ce mouvement de solidarité de « troisième bras », avant d'ajouter que, cette année, les conseils avaient administré quelque 1,1 million de dollars.

Une première année chargée

Dans un de ses communiqués, le sous-commandant Marcos a résumé les multiples tâches remplies par les cinq conseils de bon gouvernement durant cette première année : recevoir les visiteurs de la société civile nationale et internationale, enquêter sur de supposées cultures de marijuana, enquêter sur de présumés vols, encadrer les activités des représentants de l'enseignement, suivre les projets de production, transmettre les dossiers aux organisations de défense des droits humains, organiser des débats sur l'application du principe de « commander en obéissant », mener une action de médiation dans le cas de différends agricoles, de conflits entre zapatistes et organisations sociales, et entre particuliers et fonctionnaires.

A signaler le récit qu'il fait de l'opération de médiation réalisée par le conseil de La Garrucha après l'arrestation d'un

chauffeur de taxi par des agents de la circulation de la commune d'Ocosingo : « Le conseil de bon gouvernement a missionné un autre représentant auprès du coordonnateur et délégué du gouvernement de l'Etat pour qu'il libère immédiatement le chauffeur de taxi. S'ils refusent de respecter le travail honnête, les gens vont devenir soit délinquant, soit politicien. Ou bien les pauvres feront cause commune et prendront les armes comme les zapatistes l'ont fait le 1er janvier 1994. Qu'ils respectent donc le travail de ce taxi. »

L'expérience et l'espoir

C'est ainsi que, sans faire d'éclats, les zapatistes célébrèrent le premier anniversaire des conseils de bon gouvernement, c'est-à-dire d'une expérience de résistance et de recherche de solutions parmi toutes celles qui incarnent la résistance de l'humanité à l'empire des entreprises transnationales. Il s'agit d'une réponse locale face à la perte de souveraineté nationale qui laisse à l'abandon des millions de personnes peu à peu dépouillées de droits sociaux et politiques gagnés par le peuple au cours de l'histoire.

C'est aussi le moyen, pour un peuple, de s'affirmer face au paternalisme d'ONG et de bailleurs de fonds internationaux qui leur refusent le droit à la parole et qui en font des "assistés". C'est enfin une formule d'organisation selon laquelle l'exercice d'une charge publique est considéré comme un service à la collectivité et non comme un outil d'enrichissement personnel.

Bien que le mouvement zapatiste ne soit pas l'unique ni la première expérience d'autonomie indigène au Mexique, son parcours "de tous les dangers" commence à faire des émules dans d'autres Etats du pays et même dans des localités lointaines par delà les frontières du Mexique, qui s'associent aujourd'hui au combat des communes autonomes rebelles dans leur recherche de leur propre autonomie. Comme on dit là-bas, c'est un chemin que l'on ne découvre qu'en allant de l'avant. Les caracoles vont de l'avant. Lentement mais sûrement.

Traduction DIAL